

NON CLASSIFIÉ

UNCLASSIFIED | NON
CLASSIFIÉ**ENQUÊTE PUBLIQUE SUR L'INGÉRENCE ÉTRANGÈRE****RAPPORT INSTITUTIONNEL — PARTIE C
AFFAIRES MONDIALES CANADA****Renseignements demandés par la Commission :**

(1) Une liste et une description de tous les principaux cas d'ingérence étrangère présumée visant les processus démocratiques du Canada, y compris un résumé, les dates, la cible, le pays concerné, les acteurs clés, le flux de l'information et toutes les réponses prises.

- Veuillez consulter le Rapport institutionnel du Bureau du Conseil privé (BCP) pour la liste et la description des principaux cas soupçonnés d'ingérence étrangère visant les processus démocratiques du Canada.

2) Une liste et une description de tous les moyens dont dispose chaque ministère et organisme gouvernemental pour détecter, prévenir et contrer toute activité d'ingérence étrangère, y compris tout changement pertinent ou évolution de ces moyens.

Conformément au mandat d'AMC, les capacités décrites ci-dessous pour détecter, prévenir et contrer les activités d'ingérence étrangère appuient l'avancement des priorités de la politique étrangère. Ces capacités ne sont pas axées sur le Canada. AMC travaille en étroite collaboration avec les ministères du gouvernement canadien ayant des mandats liés à l'ingérence étrangère potentielle au Canada, y compris les membres de la communauté de la sécurité et du renseignement, et appuie leur travail.

Détecter

- 1) L'équipe du MRR Canada dispose d'une capacité d'analyse basée sur la recherche de sources ouvertes pour surveiller la manipulation potentielle de l'information par des acteurs étrangers. L'équipe se concentre principalement sur l'aspect international (c'est-à-dire la surveillance de la manipulation de l'information par un État étranger et de l'ingérence étrangère pour soutenir les priorités de la politique étrangère ainsi que d'apprendre les tactiques malveillantes). Il s'agit notamment de collaborer avec les analystes de l'ensemble de la communauté du MRR du G7 pour partager les évaluations des menaces et contribuer à l'apprentissage collectif sur l'évolution des tactiques.
- 2) L'article 16 de la *Loi sur le SCRS* prévoit que la ministre des Affaires étrangères peut demander au SCRS de recueillir des renseignements étrangers. La collecte de renseignements permise par l'article 16 fournit au gouvernement du Canada des

NON CLASSIFIÉ

UNCLASSIFIED | NON

CLASSIFIÉ

renseignements pertinents à l'appui de la prise de décisions, notamment en ce qui concerne la détection de l'ingérence étrangère.

- 3) Les bureaux géographiques peuvent collaborer avec des acteurs de la société civile au Canada sur un large éventail de questions pertinentes pour appuyer la politique étrangère canadienne, comme les droits de la personne. Ces consultations sont importantes pour s'informer des questions pertinentes concernant les positions de politique étrangère du Canada auprès de personnes ou de groupes qui connaissent bien la situation dans certains pays où il peut être difficile d'obtenir de l'information fiable (p. ex., Chine, Iran). Au cours de ces engagements, si des renseignements sont communiqués incidemment au sujet d'allégations d'ingérence étrangère au Canada, ils sont transmis aux ministères ou organismes nationaux ayant le mandat approprié pour toute autre mesure éventuelle.

Prévenir et contrer

La boîte à outils d'AMC pour prévenir ou contrer l'ingérence étrangère doit être comprise dans l'ensemble des outils du gouvernement du Canada. Il est important de déterminer quel outil peut être le plus efficace ou le plus approprié, y compris la prise en compte des buts et des objectifs à long terme que le Canada vise à atteindre. Voici quelques-uns des outils d'AMC :

- communications officielles, formelles mais non publiques (démarches, notes diplomatiques) avec des gouvernements étrangers;
- communications proactives aux missions étrangères au Canada pour leur rappeler leurs obligations, en vertu de la Convention de Vienne, de respecter les lois et règlements canadiens et de ne pas s'ingérer dans les affaires internes du Canada (distribuées avant les élections fédérales de 2015, 2019 et 2021);
- communications publiques exprimant les positions canadiennes (déclarations d'AMC, publications ministériels sur les réseaux sociaux, travail de plaidoyer, etc.);
- utiliser les médias sociaux et la présence sur le Web pour mettre en lumière les campagnes de manipulation de l'information par un État étranger et l'ingérence étrangère, vérifier les faits et proposer des contre-récits, notamment :
 - partage de contenu Web transmettant de l'information sur les tactiques de lutte contre les menaces afin d'accroître la sensibilisation : [Lutter contre la désinformation étrangère et la manipulation de l'information; le recours de la Russie à la désinformation et à la manipulation de l'information;](#)
 - des publications sur les médias sociaux pour mettre en lumière les dangers de la désinformation, partager des entretiens avec des experts et partager des conseils sur la manière dont les individus peuvent être plus résilients à la désinformation : [Comment le Canada lutte contre la désinformation étrangère, protéger les élections contre la désinformation, les agents de désinformation étouffent le débat, une série d'entretiens vidéo.](#)

NON CLASSIFIÉ

UNCLASSIFIED | NON

CLASSIFIÉ

- L'annulation d'une visite, d'un accord ou d'une entente, le retrait d'un événement, l'annonce d'un changement de politique, sanctions prises à l'encontre d'entreprises ou de particuliers;
- refus de visas diplomatiques (ou de leur prolongation);
- refus de créer de nouveaux postes ou de nouvelles missions diplomatiques;
- rappel de l'ambassadeur du Canada auprès un pays;
- déclaration du personnel diplomatique ou consulaire *persona non grata*;
- fermeture des missions à l'étranger, etc.

Engagements du G7

AMC veille à ce que les questions liées à l'IE et à la manipulation de l'information par un État étranger et l'ingérence étrangère figurent en permanence à l'ordre du jour des politiques du G7. Il s'agit notamment de soulever la question lors des réunions des dirigeants du G7 et de négocier le langage dans les déclarations du G7 (de 2018 à 2024, plus de 11 déclarations de dirigeants et 13 déclarations de ministres des Affaires étrangères ont fait référence à la manipulation de l'information et l'ingérence étrangère). À partir de 2022, le MRR du G7 a publié des rapports annuels ([2021](#); [2022](#)) qui mettent en évidence des tactiques identifiées dans la sphère internationale, dans le but de contribuer à une meilleure sensibilisation du public à la manipulation de l'information par un État étranger et l'ingérence étrangère.

Engagement sur la plateforme

Le MRR Canada maintient un dialogue permanent avec les plateformes de médias sociaux pour permettre le partage de renseignements pertinents identifiés par le MRR Canada. Les entreprises de médias sociaux peuvent utiliser ces informations pour prendre des décisions internes quant aux actions qui pourraient être prises, qui seront basées sur le respect des conditions de d'utilisation de la plateforme.

Cyber attributions

Le cadre de la cyber attribution du gouvernement du Canada, dirigé par AMC, a été établi en 2019 et examine si les cyber activités identifiées peuvent être attribuées à un acteur étranger. Le processus comprend l'identification de toutes les actions proposées. Ce cadre évalue le comportement des États étrangers au regard du droit international applicable dans le cyberspace et des normes convenues des Nations Unies sur le comportement responsable des États. Il tient également compte des préoccupations en matière de sécurité nationale. À ce jour, il n'y a pas eu d'activation du cadre de la cyber attribution en ce qui concerne des cyber activités visant les institutions et les processus démocratiques canadiens.

Cyber opérations

AMC travaille en étroite collaboration avec le Centre de la sécurité des télécommunications Canada (CST) pour assurer l'harmonisation des activités de cyber opérations actives du CST

NON CLASSIFIÉ

UNCLASSIFIED | NON

CLASSIFIÉ

avec les priorités de la politique étrangère, y compris en ce qui a trait à la lutte contre l'ingérence étrangère. Plus précisément, le paragraphe 30(2) de la *Loi sur le Centre de la sécurité des télécommunications* stipule que la ministre de la Défense nationale ne peut délivrer une autorisation de cyber opérations actives que si la ministre des Affaires étrangères en a demandé la délivrance de ou y a consenti.

Sanctions

À ce jour, le Canada a ajouté 125 personnes et 40 entités à la liste de la *Loi sur les mesures économiques spéciales* (LMES) pour des actions de propagande et de désinformation. À ce jour, aucune des sanctions n'a visé le Canada ou les processus démocratiques canadiens, mais plutôt la Russie et les campagnes de désinformation liées à l'invasion russe de l'Ukraine.

3) Une liste et une description de toutes les propositions stratégiques, de tous les plans législatifs et de toutes les demandes de ressources liées à l'ingérence étrangère, y compris, mais sans s'y restreindre, les notes de service adressées au sous-ministre (ou équivalent) ou au sous-ministre adjoint (ou équivalent). Au minimum, il doit y inclure la date de la demande, la date de la décision (le cas échéant), un résumé des changements proposés et l'issue de la demande.

Depuis 2018, il y a eu un certain nombre de réaffectations internes, de demandes de ressources et d'initiatives stratégiques qui mettent en cause la capacité d'AMC à traiter l'IE au Canada :

- La [Stratégie nationale de cybersécurité](#) de 2018 a créé la Division de la politique internationale en matière de cyberspace au sein d'AMC, qui comprend un poste équivalent temps plein (ETP) responsable des cyber attributions.
- Le MRR a été lancé en [2018 dans le cadre de la présidence canadienne du G7](#). Le financement temporaire de 2,1 millions de dollars pour l'équipe a été déterminé par le biais d'une réaffectation interne de six ETP pour mettre à l'essai la capacité du MRR sur trois ans.
- En juin 2022, la ministre Joly a annoncé [l'expansion de la présence diplomatique du Canada en Europe centrale et orientale et dans le Caucase](#) — y compris trois ETP pour élargir l'équipe du MRR Canada afin d'appuyer l'engagement international du Canada dans la lutte contre la désinformation parrainée par l'étranger.
- Le budget de 2022 a annoncé un financement de 13,4 millions de dollars sur cinq ans, à compter de 2022-2023, dont 2,8 millions de dollars permanents pour AMC afin de renouveler et d'étendre le MRR du G7 sur une base continue. Cela s'est traduit par le renouvellement de huit ETP et par l'ajout de quatre nouveaux ETP, pour un total de douze ETP.
- En novembre 2022, le Canada a publié sa stratégie indo-pacifique, qui contient des références propres à la menace d'ingérence étrangère.

NON CLASSIFIÉ

UNCLASSIFIED | NON
CLASSIFIÉ

(4) Une liste et une description de tous les accords et engagements existants (y compris les protocoles d'entente) entre les ministères et organismes gouvernementaux, et avec les partenaires internationaux, visant à détecter, à prévenir et à contrer les activités d'ingérence étrangère, y compris les dates auxquelles les accords ont été mis en place.

AMC participe à divers groupes de travail et consultations à l'échelle du gouvernement du Canada concernant l'ingérence étrangère. Bon nombre d'entre eux ne sont pas fondés sur des protocoles d'entente ou des accords officiels, mais reconnaissent l'importance d'intégrer les considérations de politique étrangères et l'expertise d'AMC afin de soutenir les considérations de politique et de programmation des ministères et organismes nationaux (voir la liste du BCP des comités interministériels du gouvernement du Canada).

Dans le cadre des engagements internationaux d'AMC, l'ingérence étrangère est une question soulevée dans de nombreux forums différents, tant bilatéraux que multilatéraux, qui ne sont pas basés sur des protocoles d'entente officiels. Les accords officiels comprennent :

- 1) Mécanisme de réponse rapide (MRR) du G7. Créé en 2018, le Canada dirige le Secrétariat du MRR et assume des responsabilités telles que l'organisation des réunions des points focaux (représentants de chaque membre du MRR), le soutien à la création de groupes de travail, le partage d'information entre les points focaux du MRR du G7, la direction de la rédaction et l'approbation du rapport annuel du MRR. Alors qu'à l'origine l'accent était mis sur la manipulation de l'information par un État étranger et l'ingérence étrangère, il existe aujourd'hui six groupes de travail. L'un d'entre eux a été créé en 2020 (analyse de sources ouvertes); quatre en 2023 (réponse collective, répression transnationale, ingérence infranationale, renforcement des capacités); et un en 2024 (atténuation des risques accrus liés à l'IA générative).
- 2) En octobre 2023, AMC a codirigé une [Déclaration mondiale sur l'intégrité de l'information en ligne](#) avec les Pays-Bas. La Déclaration définit des priorités de haut niveau pour les pays afin de protéger l'espace d'information et de favoriser un débat ouvert, libre et inclusif. Depuis, elle a reçu l'appui des pays suivants : Australie, Autriche, Belgique, Brésil, Canada, Chili, Costa Rica, République tchèque, Danemark, Estonie, Finlande, France, Géorgie, Allemagne, Islande, Irlande, Italie, Japon, Kenya, Lettonie, Lituanie, Luxembourg, Moldavie, Pays-Bas, Nouvelle-Zélande, Macédoine du Nord, République de Corée, Slovaquie, Suède, Suisse, Royaume-Uni, Uruguay et États-Unis.
- 3) En janvier 2024, AMC a signé le [Cadre de lutte contre la manipulation de l'information par un État étranger](#) dirigé par le département d'État des États-Unis. Ce cadre

NON CLASSIFIÉ

UNCLASSIFIED | NON

CLASSIFIÉ

approfondira la coopération entre des partenaires ayant des points vues similaires, établira une image opérationnelle commune et soutiendra la mise en place d'écosystèmes d'information résilients et fondés sur des faits.

(5) Une liste et une description de toutes les demandes de mandats relatives à l'ingérence étrangère soumises au ministre de la Sécurité publique et des autorisations ministérielles soumises au ministre de la Défense nationale, y compris la date de présentation au ministre, la date d'approbation par le ministre, la date de la décision de la Cour fédérale et, le cas échéant, les motifs de la décision.

- NIL

(6) Une liste et une description de la date, du lieu, des participants et un résumé des discussions pour tous les engagements importants pris par des cadres supérieurs (SMA et échelons supérieurs, y compris les ministres) avec des représentants de gouvernements étrangers (en particulier la Chine, la Russie et l'Inde) où la question de l'ingérence étrangère a été soulevée.

Les représentants d'AMC, y compris les sous-ministres et la ministre des Affaires étrangères, collaborent régulièrement avec les représentants de gouvernements étrangers. Depuis 2018, la question de l'IE a été soulevée directement auprès des gouvernements étrangers par le biais de notes diplomatiques et de démarches diplomatiques, ainsi que lors de réunions bilatérales ou multilatérales.

Dans le cas de la Chine, l'engagement direct avec les représentants de la RPC de 2018 à l'automne 2021 a été limité et s'est concentré sur la libération en toute sécurité de Michael Spavor et Michael Kovrig. Après leur libération à l'automne 2021, la reprise de l'engagement diplomatique de haut niveau a commencé au début de 2022. La question de l'IE au Canada par la Chine a été soulevée de manière constante tout au long de 2022 jusqu'à aujourd'hui.

Pour la Russie, il n'y a aucune communication directe liée à l'IE au Canada avec la Russie de 2018 à aujourd'hui. Notamment, l'engagement diplomatique a été limité depuis l'invasion à grande échelle de l'Ukraine en février 2022.

Pour l'Inde, le Canada a engagé un dialogue sur les préoccupations concernant la question khalistanaise depuis des années. Pendant la pandémie de COVID-19 (2020-2022), AMC s'est principalement concentré sur les objectifs de gestion de la pandémie (évacuer des Canadiens, obtenir des vaccins pour le Canada, fournir des respirateurs à l'Inde, etc.). En avril 2023, AMC a commencé à soulever des cas particuliers liés à l'IE auprès du ministère indien des Affaires extérieures.

NON CLASSIFIÉ

UNCLASSIFIED | NON

CLASSIFIÉ

Pour l'Iran, les relations bilatérales du Canada sont extrêmement limitées, surtout depuis la fermeture de l'ambassade du Canada à Téhéran en 2012. Il n'y a pas eu d'engagement de haut niveau avec l'Iran sur le sujet de l'IE.

Pays	Événement	Date	Lieu	Participants	Résumé
République populaire de Chine	Rencontre avec des représentants de la RPC	17 janvier 2022	Appel vidéo	Marta Morgan, sous-ministre des Affaires étrangères Xie Feng, vice-ministre chinois des Affaires étrangères	Sujet : IE
	Rencontre avec des représentants de la RPC	31 août 2022	Ambassade de la RPC à Ottawa et note diplomatique	Cindy Termorshuizen, sous-ministre déléguée des Affaires étrangères Cong Peiwu, ambassadeur de Chine	Sujet : IE
	Rencontre avec des représentants de la RPC	7 octobre 2022	125, promena de Sussex, Ottawa	Paul Thoppil, sous-ministre adjoint du Secteur de l'Asie-Pacifique Cong Peiwu, ambassadeur de Chine	Sujet : « Postes » d'outre-mer
	Rencontre avec des représentants de la RPC	28 octobre 2022	125, promena de Sussex, Ottawa	Paul Thoppil, sous-ministre adjoint du Secteur de l'Asie-Pacifique Cong Peiwu, ambassadeur de Chine	Sujet : « Postes » d'outre-mer
	Rencontre du premier	Novembre 2022	Bali, Indonésie, Sommet des	Premier ministre Justin Trudeau	Sujet : IE

NON CLASSIFIÉ

UNCLASSIFIED | NON
CLASSIFIÉ

Pays	Événement	Date	Lieu	Participants	Résumé
	ministre avec le président Xi		dirigeants du G20	Xi Jinping, président de la RPC	
	Rencontre avec des représentants de la RPC	4 novembre 2022	125, promena de Sussex, Ottawa	Paul Thoppil, sous-ministre adjoint du Secteur de l'Asie-Pacifique Cong Peiwu, ambassadeur de Chine	Sujet : « Postes » d'outre-mer
	Rencontre avec des représentants de la RPC	15 novembre 2022	125, promena de Sussex, Ottawa	Paul Thoppil, sous-ministre adjoint du Secteur de l'Asie-Pacifique Cong Peiwu, ambassadeur de Chine	Sujet : « Postes » d'outre-mer
	Rencontre avec des représentants de la RPC	28 novembre 2022	125, promena de Sussex, Ottawa	Paul Thoppil, sous-ministre adjoint du Secteur de l'Asie-Pacifique Cong Peiwu, ambassadeur de Chine	Sujet : « Postes » d'outre-mer
	Rencontre avec des représentants de la RPC	23 décembre 2022	125, promena de Sussex, Ottawa	Paul Thoppil, sous-ministre adjoint du Secteur de l'Asie-Pacifique Cong Peiwu, ambassadeur de Chine	Sujet : « Postes » d'outre-mer
	Rencontre avec des représentants de la RPC	2 février 2023	125, promena de Sussex, Ottawa	Cindy Termorshuizen, sous-ministre déléguée des	Sujet : IE, « postes » d'outre-mer, cyberactivités malveillantes

NON CLASSIFIÉ

UNCLASSIFIED | NON
CLASSIFIÉ

Pays	Événement	Date	Lieu	Participants	Résumé
				Affaires étrangères Cong Peiwu, ambassadeur de Chine	
	Rencontre avec des représentants de la RPC	24 février 2023	125, promena de Sussex, Ottawa	Weldon Epp, sous-ministre adjoint du Secteur de l'Asie-Pacifique Cong Peiwu, ambassadeur de Chine	Sujet : IE et « postes » d'outre-mer
	Rencontre avec des représentants de la RPC	2 mars 2023	Conférence de Munich sur la sécurité	Mélanie Joly, ministre des Affaires étrangères Qin Gang, ministre chinois des Affaires étrangères	Sujet : IE
	Rencontre avec des représentants de la RPC	4 mai 2023	125, promena de Sussex, Ottawa	David Morrison, sous-ministre des Affaires étrangères Cong Peiwu, ambassadeur de Chine APRÈS-MIDI	Sujet : IE et diplomate de la RPC
	Rencontre avec des représentants de la RPC	4 mai 2023	125, promena de Sussex, Ottawa	David Morrison, sous-ministre des Affaires étrangères Cong Peiwu, ambassadeur de Chine	Sujet : IE et diplomate de la RPC

NON CLASSIFIÉ

UNCLASSIFIED | NON

CLASSIFIÉ

Pays	Événement	Date	Lieu	Participants	Résumé
				SOIRÉE	
	Rencontre avec des représentants de la RPC	5 mai 2023	Beijing	Chef de mission du Canada à Beijing Yang Tao, DG du MAE chinois, Amérique du Nord	Sujet : IE et diplomate de la RPC
	Rencontre avec des représentants de la RPC	7 mai 2023	125, promena de Sussex, Ottawa	David Morrison, sous-ministre des Affaires étrangères Cong Peiwu, ambassadeur de Chine	Sujet : IE et diplomate de la RPC
	Rencontre avec des représentants de la RPC	8 mai 2023	125, promena de Sussex, Ottawa	Cindy Termorshuizen, sous-ministre déléguée des Affaires étrangères Cong Peiwu, ambassadeur de Chine	Sujet : Notification IE et PNG
	Rencontre avec des représentants de la RPC	9 août 2023	125, promena de Sussex, Ottawa	Weldon Epp, sous-ministre adjoint du Secteur de l'Asie-Pacifique Cong Peiwu, ambassadeur de Chine	Sujet : Désinformation menée par l'État
	Rencontre avec des représentants de la RPC	11 octobre 2023	125, promena de Sussex, Ottawa	Cindy Termorshuizen, sous-ministre déléguée des Affaires étrangères	Sujet : Camouflage de pourriel

NON CLASSIFIÉ

UNCLASSIFIED | NON
CLASSIFIÉ

Pays	Événement	Date	Lieu	Participants	Résumé
				Cong Peiwu, ambassadeur de Chine	
	Rencontre avec des représentants de la RPC	11 janvier 2024	Appel téléphonique	Mélanie Joly, ministre des Affaires étrangères Wang Yi, ministre chinois des Affaires étrangères	Sujet : Enquête publique
	Rencontre avec des représentants de la RPC	17 février 2024	Conférence de Munich sur la sécurité	Mélanie Joly, ministre des Affaires étrangères Wang Yi, ministre chinois des Affaires étrangères	Sujet : Enquête publique
	Rencontre avec des représentants de la RPC	19 avril 2024	Pékin	David Morrison, sous-ministre des Affaires étrangères Ma Zhaoxu, vice-ministre exécutif du MAE chinois	Sujet : IE
	Rencontre avec des représentants de la RPC	29 mai 2024	125, promena de Sussex, Ottawa	Sébastien Carrière, chef du Protocole du Canada Wang Di, ambassadeur désigné de Chine	Sujet : IE
	Rencontre avec des représentants de la RPC	7 juin 2024	Appel téléphonique	David Morrison, sous-ministre des Affaires étrangères	Sujet : IE

NON CLASSIFIÉ

UNCLASSIFIED | NON
CLASSIFIÉ

Pays	Événement	Date	Lieu	Participants	Résumé
				Ma Zhaoxu, vice-ministre exécutif du MAE chinois	
	Rencontre avec des représentants de la RPC	11 juin 2024	125, promena de Sussex, Ottawa	Weldon Epp, sous-ministre adjoint du Secteur de l'Asie-Pacifique Wang Di, ambassadeur désigné de Chine	Sujet : IE
Inde	Appel d'introduction	1 ^{er} novembre 2022	Appel téléphonique	David Morrison, sous-ministre des Affaires étrangères East Saurabh Kumar, secrétaire	Sujet : relations générales entre le Canada et l'Inde (IE non expressément soulevée)
	Séance d'information pour les Foreign Office Consultations	4 avril 2023	Ministère des Affaires extérieures, New Delhi, Inde	Cameron MacKay, chef de mission du Canada à Delhi	Sujet : IE parmi un éventail de sujets
	Dîner privé en marge des Foreign Office Consultations	11 avril 2023	Ottawa, Canada	David Morrison, sous-ministre des Affaires étrangères East Saurabh Kumar, secrétaire	Sujet : IE parmi un éventail de sujets
	Suivi sur les Foreign Office Consultations	14 avril 2023	Rideau Club, Ottawa	Cameron MacKay, chef de mission du Canada à Delhi	Sujet : IE (sans rapport avec les institutions démocratiques)
	Rencontre avec des représentants indiens	18 août 2023	New Delhi, Inde	Conseillère à la sécurité nationale et au	Sujet : IE (sans rapport avec les institutions démocratiques)

NON CLASSIFIÉ

UNCLASSIFIED | NON
CLASSIFIÉ

Pays	Événement	Date	Lieu	Participants	Résumé
				renseignement Jody Thomas Conseiller à la sécurité nationale Ajit Doval S. Jaishankar, ministre des Affaires extérieures	
	Appel avec des représentants indiens	23 août 2023	Par téléphone :	David Morrison, sous-ministre des Affaires étrangères East Saurabh Kumar, secrétaire	Sujet : Organisation d'un appel pour MINA en rapport avec l'IE (sans rapport avec les institutions démocratiques)
	Appel entre ministres des Affaires étrangères	27 août 2023	Par téléphone :	Mélanie Joly, ministre des Affaires étrangères S. Jaishankar, ministre des Affaires extérieures	Sujet : IE (sans rapport avec les institutions démocratiques)
	Rencontre avec le Haut Commissaire indien	29 août 2023	Ottawa, Canada	David Morrison, sous-ministre des Affaires étrangères Sanjay Verma, Haut Commissaire indien	Sujet : IE (sans rapport avec les institutions démocratiques)

NON CLASSIFIÉ

UNCLASSIFIED | NON
CLASSIFIÉ

Pays	Événement	Date	Lieu	Participants	Résumé
	Rencontre avec des représentants indiens	Du 5 au 10 septembre 2023	New Delhi, Inde	Conseillère à la sécurité nationale et au renseignement Jody Thomas David Morrison, sous-ministre des Affaires étrangères Conseiller à la sécurité nationale Ajit Doval East Saurabh Kumar, secrétaire	Sujet : IE (sans rapport avec les institutions démocratiques)
	Réunion bilatérale du PM	10 septembre 2023	New Delhi, Inde	Justin Trudeau, premier ministre Cabinet du premier ministre Udita Samuel David Morrison, sous-ministre des Affaires étrangères Narendra Modi, premier ministre S. Jaishankar, ministre des Affaires extérieures Conseiller à la sécurité nationale Ajit Doval	Sujet : IE (sans rapport avec les institutions démocratiques)
	Rencontre avec le Haut	18 septembre 2023	Ottawa, Canada	David Morrison, sous-ministre	Sujet : PNG, IE (sans rapport avec

NON CLASSIFIÉ

UNCLASSIFIED | NON
CLASSIFIED

Pays	Événement	Date	Lieu	Participants	Résumé
	Commissaire indien			des Affaires étrangères Sanjay Verma, Haut Commissaire indien	les institutions démocratiques)
	Appel entre ministres des Affaires étrangères	20 septembre 2023	Par téléphone :	Mélanie Joly, ministre des Affaires étrangères S. Jaishankar, ministre des Affaires extérieures	Sujet : IE (sans rapport avec les institutions démocratiques)
	Rencontre avec la NSA	3 novembre 2023	Dubaï	Conseillère à la sécurité nationale et au renseignement Jody Thomas David Morrison, sous-ministre des Affaires étrangères Conseiller à la sécurité nationale Ajit Doval	Sujet : IE (sans rapport avec les institutions démocratiques)
	Rencontre avec le Haut Commissaire indien	30 novembre 2023	Ottawa, Canada	Weldon Epp, sous-ministre adjoint du Secteur de l'Asie-Pacifique Sanjay Verma, Haut	Sujet : IE (sans rapport avec les institutions démocratiques)

NON CLASSIFIÉ

UNCLASSIFIED | NON
CLASSIFIED

Pays	Événement	Date	Lieu	Participants	Résumé
				Commissaire indien	
Multilatéral	Appels des directeurs politiques du G7	Toutes les deux semaines depuis février 2022	Appels sécurisés	Heidi Hulan, sous-ministre adjointe du secteur de la sécurité internationale (et directrice politique du Canada pour le G7)	Sujet : Coordination du G7 (y compris l'invasion de l'Ukraine par la Russie). IE soulevée si nécessaire (répression transnationale, postes de liaison de la RPC, etc.).
	Sensibilisation à la Semaine de haut niveau de l'Assemblée générale des Nations Unies (AGNU)	19 septembre 2023	AGNU	Heidi Hulan, sous-ministre adjointe du secteur de la sécurité internationale (et directrice politique du Canada pour le G7) Directeurs politiques du Royaume-Uni, des États-Unis, des Pays-Bas et de la France	Sujet : Répression transnationale, IE

(7) Une liste et une description de toutes les campagnes d'éducation destinées aux parlementaires et à leur personnel, aux partis politiques, aux fonctionnaires fédéraux, provinciaux ou municipaux, aux groupes de la diaspora ou au public et portant sur l'ingérence étrangère.

Compte tenu du mandat international d'AMC, il y a peu d'événements organisés ou co-organisés par AMC au Canada dans le cadre d'une campagne d'éducation liée à l'IE. Les bureaux géographiques d'AMC organisent parfois des événements (tels que des tables rondes) afin de promouvoir et d'éclairer les objectifs généraux de la politique étrangère du Canada, mais

NON CLASSIFIÉ

UNCLASSIFIED | NON

CLASSIFIÉ

l'objectif premier n'est pas de mener une campagne d'éducation. La liste ci-dessous n'inclut pas les événements pour lesquels AMC a été invité en tant que panéliste, mais qui ont été dirigés par d'autres ministères, car il ne s'agissait pas de campagnes éducatives lancées par AMC.

- 20 novembre 2023 : Forum sur les droits de la personne à Ottawa, axé sur la répression transnationale et la Chine, avec la participation d'universitaires, d'organisations de la société civile et de certains diplomates étrangers.
- 13 avril 2024 : AMC a organisé un événement public sur la répression transnationale en collaboration avec l'Université métropolitaine de Toronto.
- 8 novembre 2023 : à la suite de la divulgation publique d'AMC sur le camouflage de pourriel et à la demande du whip du PCC, le MRR Canada a donné une séance d'information approfondie aux membres du Parti conservateur sur ses conclusions ainsi que sur les pratiques exemplaires en matière de lutte contre la manipulation de l'information et l'ingérence étrangère.

AMC a également offert à ses employés les cours de formation suivants sur l'IE :

- Sécurité internationale et terrorisme (IA0169) : 31 janvier— 3 février 2023/28 février— 3 mars 2023, y compris une table ronde sur « l'ingérence étrangère et les menaces pour la démocratie »
- Chine : Étude avancée d'une puissance mondiale (IA0189) : 17-19 janvier, 7-9 février 2023; 30 et 31 janvier 2024; 1^{er} et 2 février 2024, 25-27 mai 2024 — Les questions-réponses entre les participants et l'instructeur ont porté sur l'ingérence politique de la Chine, le vol de propriété intellectuelle et l'espionnage au Canada

(8) (BCP et/ou Sécurité publique) Pour chaque comité interministériel lié à l'ingérence étrangère, liste de la fréquence des réunions (ou des dates de réunion si elles sont ad hoc) et description de la documentation régulièrement produite pour chaque comité (p. ex. ordres du jour, liste des participants, ordres du jour annotés pour le président, résumés de réunion, procès-verbaux).

- NIL

(9) Une liste de tous les engagements au niveau du directeur de division (ou équivalent) ou à un niveau supérieur avec des représentants de groupes de la diaspora, au cours desquels la question de l'ingérence étrangère a été abordée. La liste doit inclure les dates, les noms des représentants des ministères et de la diaspora, ainsi qu'un résumé des discussions.

Comme le mandat du ministère est international, AMC ne s'engage pas auprès de communautés de la diaspora au Canada pour discuter de l'ingérence étrangère au Canada. Tout engagement

NON CLASSIFIÉ

UNCLASSIFIED | NON

CLASSIFIÉ

avec des groupes de la diaspora ou des représentants de la diaspora au Canada vise à faire progresser et à informer nos priorités en matière de politique étrangère. Vous trouverez ci-dessous une liste des réunions de haut niveau au cours desquelles des questions incidentes liées à l'IE au Canada ont été soulevées.

En particulier, le bureau de la Chine a tenu des consultations annuelles continues sur les droits de la personne avec la Coalition canadienne pour les droits de la personne en Chine (CCDPC) au niveau des directeurs généraux et des directeurs depuis avant 2018.

Pays	Activité	Date	Fonctionnaire du ministère	Participants non gouvernementaux	Résumé
République populaire de Chine	Atelier sur l'ingérence étrangère avec la Chine	31 mai 2023	La Division politique de la Chine élargie a organisé un événement pour le SMA Sébastien Aubertin-Giguère de Sécurité publique (SP) Canada et la GRC.	Membres de la CCDPC	Les membres de la CCDPC font part à SP et à la GRC de leurs préoccupations concernant l'intimidation, le harcèlement et la propagande de la RPC à l'encontre de la société civile et de la diaspora au Canada.
	Réunion des membres de la CCDPC	Du 20 au 21 septembre 2018	Jennifer May, ambassadrice du Canada en Chine	Membres de la CCDPC	L'ambassadrice May a entendu des groupes de la société civile canadienne sur des sujets de préoccupation. Elle a tenu trois séances : Ottawa,

NON CLASSIFIÉ

UNCLASSIFIED | NON

CLASSIFIÉ

Pays	Activité	Date	Fonctionnaire du ministère	Participants non gouvernementaux	Résumé
					Toronto et Vancouver.
	Réunion des membres de la CCDPC	7 octobre 2022	L'ambassadrice désignée auprès de la Chine Jennifer May, avant le début de son affectation	Membres de la CCDPC	L'ambassadrice désignée May a entendu des groupes de la société civile canadienne sur des sujets de préoccupation, lors d'une session virtuelle, depuis Ottawa.
Iran	Réunion sur les questions liées à l'Iran	16 mai 2018 et janvier 2019	Ministre des Affaires étrangères (mai 2018 : Chrystia Freeland; janvier 2018 : François-Philippe Champagne)	Fourni dans l'annexe classifiée.	Concernant les détentions par le gouvernement iranien.
	Réunion sur les questions	4 décembre 2018 et 29 avril 2019	Rob Oliphant, secrétaire parlementaire du ministre	Fourni dans l'annexe classifiée.	Concernant les détentions par le

NON CLASSIFIÉ

UNCLASSIFIED | NON

CLASSIFIÉ

Pays	Activité	Date	Fonctionnaire du ministère	Participants non gouvernementaux	Résumé
	liées à l'Iran		des Affaires étrangères		gouvernement iranien.
	Réunion sur les questions liées à l'Iran	Août 2019 :	François-Philippe Champagne, ministre des Affaires étrangères	Fourni dans l'annexe classifiée.	Concernant les détentions par le gouvernement iranien.
	Réunion sur les questions liées à l'Iran	24 septembre 2023	Rob Oliphant, secrétaire parlementaire du ministre des Affaires étrangères	Fourni dans l'annexe classifiée.	Discuter des préoccupations de la communauté de la diaspora iranienne en ce qui concerne le Corps des Gardiens de la révolution islamique (CGRI) et la défense de l'inscription du CGRI sur la liste des entités terroristes
	Réunion sur les questions liées à l'Iran	Décembre 2023	Mélanie Joly, ministre des Affaires étrangères	Fourni dans l'annexe classifiée.	Les sujets abordés sont les suivants : PS752, répertoire le CGRI
Inde	Rencontre avec les représentants des conseils de gurdwara	17 mai 2023	Weldon Epp, sous-ministre adjoint du Secteur de l'Asie-Pacifique	Représentants d'un certain nombre de conseils de gurdwara	L'accent a été mis sur l'approche d'AMC en matière d'engagement avec l'Inde

NON CLASSIFIÉ

UNCLASSIFIED | NON

CLASSIFIÉ

Pays	Activité	Date	Fonctionnaire du ministère	Participants non gouvernementaux	Résumé
					sur des questions telles que les droits de la personne. L'ingérence étrangère n'était pas un point précis à l'ordre du jour, mais on savait qu'il s'agissait d'un sujet d'intérêt pour les participants.

(10) *Toute mise à jour pertinente concernant les renseignements fournis dans le rapport institutionnel de l'étape 1.*

- NIL